

Vers la fin d'un long conflit à Notre-Dame-des-Landes alors qu'un autre se réactive au Larzac

La décision aujourd'hui du conseil d'état autorisant le référendum dimanche prochain peut conduire à une sortie de crise concernant l'aéroport de Notre Dame des Landes

La fin de décennies de conflits ou, a minima, un soulagement pour le gouvernement : le Conseil d'État a validé lundi la tenue d'un référendum consultatif sur le projet controversé de transfert de l'aéroport de Nantes à Notre-Dame-des-Landes, prévu dimanche prochain. La plus haute juridiction administrative a rejeté la requête de plusieurs associations et riverains, opposés à la construction du futur aéroport, qui attaquaient le décret organisant cette consultation voulue par l'exécutif. Pour le Conseil d'Etat, «les termes de la question soumise aux électeurs, qui ne sont entachés d'aucune erreur ou ambigüité, ne sont nullement de nature à porter atteinte à la sincérité du scrutin organisé par le décret attaqué»

Mais sur le Larzac le ton monte.

Le ministère de la Défense l'avait annoncé l'été dernier l'arrivée sur le camp militaire du Larzac de la 13ème Demi-brigade de la Légion étrangère (DBLE) c'est à dire 1.200 légionnaires et leurs familles d'ici 2018. Les premiers éléments sont attendus dès la fin du mois. Mais samedi près de 200 personnes ont répondu à l'appel, "des paysans, des citoyens et des habitants du Larzac" qui protestent contre la densification du camp militaire du Larzac. Le périmètre actuel du camp militaire ne devrait pas s'étendre. Près de quarante ans après la bataille historique contre l'extension du camp, le bras de fer pourrait recommencer